

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°3 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Après onze jours de blocage à la frontière terrestre, le commerce reprend entre l'Afghanistan et le Pakistan ;
- ❖ **Bangladesh** : La crise en mer Rouge pourrait avoir des conséquences importantes sur les exportations bangladaises ;
- ❖ **Bhoutan** : Le redressement du crédit est anticipé avec une prévision de hausse de 21,2% au cours de l'exercice budgétaire 2023-24, selon les indications de la RMA ;
- ❖ **Inde** : Bombay devient le quatrième marché boursier au monde par la capitalisation ;
- ❖ **Maldives** : Création de la « Maldives International Financial Services Authority ;
- ❖ **Népal** : Les investissements directs étrangers au Népal, principalement composés de petites entreprises ;
- ❖ **Pakistan** : Le Premier ministre annonce la réorganisation de l'agence autonome chargée du prélèvement de l'impôt ;
- ❖ **Sri Lanka** : Maintien des taux d'intérêts directeurs et inflation ;

LE CHIFFRE A RETENIR

4330

Mds USD
Capitalisation boursière des
entreprises cotées à Bombay

Afghanistan

Après onze jours de blocage à la frontière terrestre, le commerce reprend entre l'Afghanistan et le Pakistan

Le refus de l'Afghanistan de se plier aux nouvelles conditions imposées par le Pakistan concernant les visas et passeports des chauffeurs et de leurs assistants a engendré un désaccord entre les deux pays, entraînant des blocages à la frontière et, par conséquent, la suspension du commerce par voie terrestre. Les points de passage terrestres, tels que Torkham, Spin Boldak, Ghulam Khan, Dand-e-Patan et Angur Ada, ont été le théâtre de milliers de camions immobilisés pendant près de dix jours. Parmi ces cinq corridors terrestres, seul Ghulam Khan est demeuré ouvert, et ce n'est que le 23 janvier que cette frontière a été rouverte. Notons que le passage de Torkham revêt une importance cruciale, reliant la province pakistanaise de Khyber Pakhtunkhwa au Nord-ouest à la province afghane de Nangarhar à l'Est, ce qui en fait un poste frontalier stratégique.

Selon la Chambre de commerce conjointe Afghanistan-Pakistan, des milliers de véhicules transportant des denrées telles que des légumes, des fruits et du charbon ont été immobilisés, entraînant des pertes quotidiennes estimées à 8,2 M USD pour les deux parties.

Finalement, le Pakistan et l'Afghanistan ont trouvé un terrain d'entente en assouplissant les exigences en matière de visas. Une délégation composée de transporteurs afghans et de représentants de la Chambre de commerce a tenu une réunion avec des responsables commerciaux pakistanais à l'ambassade de Kaboul. Le Pakistan a accepté la demande de l'Afghanistan et a accordé un assouplissement jusqu'à la fin du mois de mars pour les conducteurs.

Bangladesh

La crise en mer Rouge pourrait avoir des conséquences importantes sur les exportations bangladaises

Les coûts de fret pour le transport de marchandises en provenance du Bangladesh vers l'Europe et les Etats-Unis auraient augmenté d'au moins 40 % en raison des surtaxes imposées par les compagnies maritimes à la suite des attaques houthis en mer Rouge. La réorientation des navires vers le cap de Bonne-Espérance prolonge les temps de trajet d'une dizaine de jours ayant pour conséquences des délais de livraison rallongés et des risques de pénuries de conteneurs.

Pour ces différentes raisons, plusieurs exportateurs bangladais ont déjà signalé avoir perdu des commandes auprès de clients préférant rediriger leurs demandes vers des producteurs moins affectés par la crise. Pour rappel, le Bangladesh dépend fortement du canal de Suez pour expédier près de 70 % de ses produits de la filière du prêt-à-porter vers l'Europe et les États-Unis.

Les recettes de l'impôt sur le revenu entre juillet et décembre 2023 en hausse de 16% sur un an

La collecte de l'impôt sur le revenu s'est élevée à BDT 518,2 milliards sur le premier semestre de l'année fiscale (juillet-décembre 2023), soit une hausse de près de 16% sur un an. L'objectif du National Board of Revenue (NBR) pour la période était de BDT 604 milliards. Les résultats sont donc en deçà des attentes.

Les attentes du NBR concernant l'impôt sur le revenu pour l'année fiscale en cours est de BDT 1 548 milliards. Durant le second semestre de l'année fiscale, le gouvernement devra donc collecter plus du double des recettes collectées pendant la première période de l'année pour atteindre l'objectif. Dans ce cadre, la lutte contre l'évasion fiscale et l'amélioration du traitement des dossiers liés à l'impôt sur le revenu sont les priorités du NBR.

Bhoutan

Transformation économique au cœur du 13^{ème} plan quinquennal du Bhoutan

Au sein du 13^{ème} plan quinquennal, le plus ambitieux à ce jour avec un montant total équivalent à 6,1 Mds USD, le budget consacré à la transformation économique atteint un niveau record de 961 M USD, soit 15% du budget total. Par ailleurs, les dépenses d'investissement constituent la moitié du budget total du plan, s'élevant à 3 Mds USD comparativement à 1,4 Md USD lors du précédent plan.

Ce plan de développement quinquennal, qui débutera en juillet, a fixé des objectifs ambitieux, visant à hisser le pays au statut de pays à revenu élevé. Les principaux objectifs économiques incluent une augmentation du produit intérieur brut de 2,5 à 5 Mds USD d'ici 2029 et à atteindre 10 Mds USD d'ici 2034.

Le 13^{ème} plan englobe tous les secteurs stratégiques de l'économie bhoutanaise tels que l'agriculture, l'exploitation minière, le tourisme, la fabrication de produits manufacturés, la construction et l'économie numérique. Des initiatives spécifiques comprennent des projets d'irrigation, des incitations à l'exploration minière, des mesures pour stimuler le tourisme, des incitations à la fabrication, des projets de construction, et le développement de l'économie numérique.

Le financement provient de ressources nationales, de subventions et de contributions de partenaires étrangers tels que l'Inde, l'UE, le Japon et d'agences multilatérales. Le déficit budgétaire est estimé à 644 M USD, représentant 9% du PIB.

Le redressement du crédit est anticipé avec une prévision de hausse de 21,2% au cours de l'exercice budgétaire 2023-24, selon les indications de la RMA

Alors que l'économie affiche une reprise progressive et que la demande s'intensifie dans les secteurs de la construction et des services, les institutions financières bancaires devraient connaître une croissance vigoureuse du total des prêts décaissés, avec une prévision d'augmentation de 21,2 %, soit 2,5 Mds USD au cours de l'exercice 2023-24, selon le rapport annuel 2023 de l'Autorité monétaire royale (RMA). La RMA souligne que cette croissance sera stimulée par une demande accrue d'investissements dans les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme, du commerce, ainsi que des prêts destinés à l'éducation à l'étranger.

Cependant, elle émet une mise en garde concernant la croissance du crédit dans les secteurs considérés comme « non-productifs », soulignant une corrélation directe avec l'augmentation des importations, ce qui pourrait engendrer des risques pour les réserves de change, d'un montant de 464,6 M USD à la fin du mois d'octobre 2023, en mesure d'assurer la couverture de près de trois mois d'importations, contre 759,16 M USD un an auparavant.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Des salaires réels ruraux en berne

La semaine dernière, le NITI Ayog a publié une étude faisant état d'une sortie de la pauvreté pour 248,2 millions d'Indiens au cours des neuf dernières années sous le gouvernement Modi, mesurée à l'aide d'un indicateur de pauvreté multidimensionnelle comprenant douze paramètres tels que la santé, l'éducation et le logement. En dépit de cette dynamique, des économistes du think tank ICRIER soulignent la nécessité de suivre l'évolution de la pauvreté, en se fondant sur les salaires réels et le chômage.

Selon la Banque mondiale, l'Inde reste le pays comptant le plus grand nombre de personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde, établi à 160 millions de personnes, principalement concentrées dans les zones rurales, travaillant dans l'agriculture et d'autres secteurs non-agricoles en tant qu'ouvriers ou travailleurs informels.

Les recherches de l'institut ICRIER indiquent une tendance à la stagnation, voire à la diminution, du salaire réel dans les zones rurales. Pendant le premier mandat de l'Alliance Progressiste Unie (UPA), de 2004 à 2009, les salaires agricoles réels ont connu une croissance marginale de 0,2% par an, tandis que les salaires ruraux non-agricoles réels diminuaient de 0,9% par an. Cependant, au cours du deuxième mandat de 2009 à 2014, les salaires réels agricoles et non-agricoles en zones rurales ont augmenté respectivement de 8,6% et 6,9% par an.

Durant le premier mandat (2014-2019) de l'Alliance démocratique nationale (NDA), dont le BJP est l'un des partis principaux, la croissance des salaires agricoles et non-agricoles réels a ralenti pour atteindre respectivement 3,3% et 3% par an. En raison de la pandémie de Covid-19, au cours des cinq dernières années du deuxième mandat de Modi (2019-2024), la croissance annuelle des salaires réels en zone rurale est devenue négative, atteignant -0,6% pour les salaires réels agricoles et -1,4% pour les salaires réels du secteur non-agricole.

En ce qui concerne le taux de chômage, les données de l'Organisation internationale du travail indiquent une moyenne d'environ 8,4% pendant les dix années du gouvernement de l'ancien parti (UPA) et environ 7,9% pendant les dix années du gouvernement de Modi. Les données gouvernementales mettent en lumière une croissance négative des salaires réels dans les zones rurales au cours des cinq dernières années du deuxième mandat de Modi, soulignant la nécessité d'encourager un processus de croissance plus intensif en emploi, de qualité, formel et mieux rémunéré, tant en zone urbaine que rurale.

Politique monétaire et financière

Bombay devient le quatrième marché boursier au monde

À la clôture de ce lundi 22 janvier, la capitalisation boursière totale des entreprises cotées a atteint 4 330 Mds USD. Avec cette performance, les marchés boursiers de Bombay se hissent au 4^{ème} rang mondial, dépassant Hong-Kong dont la capitalisation s'établit à 4,29 Mds USD. Le dynamisme des actions indiennes est alimenté par la demande des investisseurs particuliers et les bénéfices des entreprises. En 2023, l'indice Nifty des 50 valeurs phares de la Bourse indienne a ainsi bondi de 20 %, en hausse pour la huitième année consécutive. En 2023, les fonds étrangers ont injecté plus de 21 Mds USD dans les actions indiennes, contribuant à alimenter la tendance haussière des principaux indices de référence.

Cette trajectoire ascendante des actions indiennes contraste nettement avec la situation de la bourse de Hong Kong, qui recule fortement depuis plusieurs exercices. L'indice Hang Seng de Hong Kong, où sont cotés de nombreux fleurons chinois, a perdu 14 % en 2023, et enregistre ainsi des pertes pour la quatrième année consécutive, les gestionnaires de fonds ayant retiré des milliards de dollars en raison des inquiétudes sur le ralentissement économique de la Chine. Ce dernier est imputable aux mesures strictes anti-Covid-19, à une répression réglementaire, à une crise du secteur immobilier, et à des tensions géopolitiques avec l'Occident, les investisseurs américains subissant des pressions politiques accrues pour réduire leur exposition aux entreprises chinoises.

Au total, les bourses chinoises et hongkongaises auraient enregistré une destruction de valeur de plus de 6000 Mds USD depuis les sommets atteints en 2021.

Politique commerciale

Légère diminution du déficit commercial de marchandises en 2023

En 2023, les exportations indiennes de biens et services ont enregistré une légère hausse de 0,4 %, atteignant un total de 765,6 Mds USD. Cette hausse a été principalement alimentée par celle des exportations de services, qui ont augmenté de 7,8 %, totalisant 333,8 Mds USD, alors que les exportations de biens ont enregistré une contraction de 4,7 % par rapport à l'année précédente, à 431,9 Mds USD.

Les principaux secteurs contribuant à ces exportations comprennent l'électronique, les produits pharmaceutiques, le coton, les tissus, la céramique, la viande, les produits laitiers, les fruits et légumes et les technologies de l'information.

En termes de destinations principales des produits indiens, les États-Unis figurent en tête, suivis des Émirats arabes unis, des Pays-Bas, du Bangladesh, du Royaume-Uni et de l'Allemagne.

Il convient de noter que dans le même temps, les importations de marchandises ont diminué de 7 % pour s'établir à 667,7 Mds USD contre 723,3 Mds USD l'année dernière à la même période.

Doublement du nombre de contribuables en dix ans

Le nombre de contribuables remplissant des déclarations de revenus a plus que doublé au cours des 10 dernières années pour atteindre 77,8 millions en 2022-23. Cette évolution favorable a entraîné la hausse du ratio impôts directs/PIB, qui est passé de 5,62 % à 6,11 % au cours de la même période, selon des données officielles récemment publiées.

Par ailleurs, le coût de la collecte de l'impôt a diminué; il s'établit pour l'année budgétaire 2022/23 à 0,51 % du total des recettes collectées contre 0,57 % en 2013-2014. Cette amélioration s'explique par un recours accru aux nouvelles technologies.

L'impôt retenu à la source constitue la principale composante des impôts directs. Sa collecte a atteint 98 Mds USD au cours de l'exercice 2022/2023, soit près du double des 49 Mds USD collectés pendant l'année budgétaire 2017/2018.

Au cours des dix dernières années, les recettes nettes des impôts directs ont augmenté de 160 % pour atteindre 200 Mds USD au cours de l'exercice 2022/23.

Alors que la plupart des États ont enregistré une croissance de leur collecte fiscale au cours des cinq dernières années, le Bihar a été le seul État à enregistrer une baisse au cours de cette période, à 823 MUSD contre 829 MUSD en 2017/2018. À l'inverse, le Telangana enregistre la plus forte hausse, passant de 4,3 Mds USD au cours de l'exercice 2022/2023 à 803 MUSD au cours de l'exercice 2017/2018. Les États contribuant le plus à la collecte sont le Maharashtra, avec 36% des recettes, devant Delhi (13,3%), le Karnataka (12,5%) et le Tamil Nadu (6,4%).

Maldives

Création de la « Maldives International Financial Services Authority »

Le Président Dr Mohamed Muizzu a créé l'Autorité des services financiers internationaux des Maldives, relevant du ministère du Développement économique et du Commerce, en vertu de l'article 116 de la Constitution. Cette autorité a pour mission de créer un cadre juridique pour la fourniture de services financiers domestiques en plus des services financiers offshore prévus dans la Loi sur les zones économiques spéciales. Cette nouvelle autorité a pour objectif de faciliter la création de banques de développement nationales et internationales, de centres financiers internationaux, et mènerait des recherches pour résoudre les défis juridiques et administratifs liés à l'établissement d'un système compétitif pour développer les marchés financiers.

Népal

La Nepal Airlines Corporation recherche actuellement des financements d'une valeur d'1 Md USD

La Nepal Airlines Corporation recherche actuellement un financement de d'1 Md USD auprès de prêteurs internationaux, soit l'un des montants les plus importants sollicités jusqu'à présent. L'objectif recherché de ce financement est de renforcer la flotte de la compagnie aérienne et de refinancer les prêts existants à un taux inférieur à 5 % par an, avec une période de remboursement de 25 ans. Actuellement, la Nepal Airlines dispose d'un prêt de 48 Mds NPR (360 M USD) avec un taux d'intérêt de 10 %, contracté pour l'acquisition de deux Airbus A320 et deux Airbus A330.

Le communiqué d'expression d'intérêt publié sur le site de la compagnie aérienne invite les agences gouvernementales nationales et internationales, les banques et institutions financières nationales et internationales, les sociétés de prêt internationales, les agences autorisées à accorder des prêts, les organisations internationales et les autres prêteurs à soumettre leurs propositions d'ici le 7 mars.

Selon la proposition formulée, Nepal Airlines sollicite 415 M USD pour la gestion des prêts existants ou l'échange de ces prêts avec un nouveau financement international. Une somme additionnelle de 565 M USD est demandée pour l'achat d'avions, et de 38 M USD pour l'installation d'un hangar. Pour le dernier exercice budgétaire 2022-23, un rapport non audité estime les recettes de la Nepal Airlines à 22,24 Mds NPR (165 M USD).

Les investissements directs étrangers au Népal, principalement composés de petites entreprises

Les engagements en matière d'Investissements Directs Étrangers (IDE) ont enregistré une augmentation significative de 69,3 % au cours du premier semestre de l'exercice budgétaire actuel (mi-juillet à mi-janvier), un total de 167 M USD d'engagement d'IDE pour 226 projets au cours de la période examinée selon les informations du ministère de l'Industrie.

Cette hausse est attribuable à la révision de la politique fixant le seuil minimum d'investissement pour les investisseurs étrangers, qui est passé de 50 à 20 millions de roupies népalaises (M NPR).

La majorité de ces propositions d'IDE concerne l'établissement de petites entreprises. Plus précisément, le pays a enregistré un engagement de 112 M USD pour la création de 211 petites entreprises au cours de cette période, représentant ainsi 67,3 % du total des engagements pris par les investisseurs étrangers. Ces investissements sont projetés pour générer 12 167 emplois.

Sur le plan sectoriel, le secteur des services a attiré le plus d'investissements, avec un engagement de 95 M USD répartis sur 83 projets, suivi par le secteur du tourisme qui a enregistré 42 M USD pour 103 projets.

D'après les données préliminaires de la Banque centrale (Nepal Rastra Bank), les flux nets d'IDE se sont maintenus à 29 M USD au cours des cinq premiers mois de l'exercice budgétaire actuel, à la mi-décembre.

Cependant, le rapport d'enquête sur l'Investissement Direct Étranger au Népal pour l'année 2021-22, publié par la Banque centrale, souligne la persistance d'un écart significatif entre les IDE approuvés et les entrées nettes réelles d'IDE au Népal. Sur la période de l'exercice budgétaire 1995/96 à 2021/22, le total des entrées nettes d'IDE représente environ 36,2 % du total des IDE approuvés.

À ce jour, les secteurs de l'électricité, du gaz et de l'air conditionné affichent le stock d'IDE le plus élevé, avec respectivement 651 M USD (32,8 % du total), suivis par le secteur manufacturier (584 M USD) et le secteur des services financiers et d'assurance (509 M USD).

Selon le rapport de développement du Népal publié par la Banque mondiale en octobre, les Investissements Directs Étrangers au cours de cette période sont demeurés négligeables, ne représentant que 0,1 % du Produit Intérieur Brut (PIB).

Pakistan

Diagnostic implacable de la ministre des Finances qui expose les cinq problèmes qui aggravent les vulnérabilités économiques du pays et les cinq politiques que le gouvernement nouvellement élu devra mener en priorité

A l'occasion du séminaire annuel sur la situation économique de l'Institute of Public Studies de l'université NUST, Mme Shamshad Akhtar, la ministre des Finances du gouvernement de transition, a évoqué les cinq domaines clés qui aggravent les vulnérabilités de l'économie pakistanaise : (i) une politique budgétaire insoutenable en raison d'un budget systématiquement en déficit et de dépenses mal calibrées et improductives; (ii) recours de l'État à la dette publique pour financer ses dépenses courantes; (iii) choc climatique, alors que le réchauffement du Pakistan pourrait augmenter de + 4,9 % en 2090 par rapport aux critères définis dans l'accord de Paris de 2015; (iv) le manque de diversification suffisante d'une économie centrée sur les exportations de textile (et sur la filière cuir) et le manque d'innovations; (v) incapacité d'intégrer l'économie du Pakistan avec le reste du monde.

La ministre de transition présente les cinq politiques que le nouveau gouvernement Pakistan devra mettre en œuvre pour atténuer les vulnérabilités et s'inscrire dans une croissance saine : (i) refonte complète de l'appareil fiscal afin d'augmenter les recettes budgétaires (ii) correction des faiblesses structurelles des entreprises publiques, amélioration de leur efficacité et de leur fonctionnement, inscription dans un mouvement de privatisations ; (iii) réduction du niveau de la dette; (iv) amélioration de la compétitivité du pays ; (v) encouragement de nouveaux investissements.

Le Premier ministre annonce la réorganisation de l'agence autonome chargée du prélèvement de l'impôt (le « FBR - Federal bureau of revenue ») pour notamment se mettre en conformité avec les préconisations du FMI

Le Premier ministre a annoncé que le FBR allait être complètement réorganisé. Le FBR doit être divisé en deux entités (les douanes et les revenus intérieurs). Les anciennes divisions des recettes fiscales et de l'évaluation du FBR sont appelées à revenir dans le giron du ministère des finances et du budget (MoF).

Cette réforme crée un Federal Policy Board (FPB) qui doit être dirigé par le MoF et la séparation entre les recettes provenant des douanes (elles sont à l'origine de 60% des revenus au cours du premier semestre de l'année budgétaire 2023/2024). Le FPB sera constitué d'experts en politique et en administration fiscales, d'économistes et d'experts en matière de politique industrielle.

L'« Inland Revenue Organisation » et le « Customs office bureau » remplaceront le FBR. Ces nouvelles entités qui doivent être gérées par deux conseils de surveillance, seront présidées par le Premier ministre et rattachées fonctionnellement au FPB. Il est prévu que le conseil de surveillance du Custom Office bureau intègre un membre indépendant des forces armées (ce qui n'est pas actuellement le cas au sein du FBR). Le Premier ministre indique qu'il attend, une fois mises en place les nouvelles structures, que leurs Conseils de surveillance et le FPB présente au chef du gouvernement des indicateurs de rendement et des objectifs annuels et mensuels.

Le Sénat et le FBR lui-même s'opposent à la réorganisation de l'administration fiscale avant les élections générales du 8 février

La Commission économique et fiscale du Sénat s'oppose à la réorganisation du FBR pour deux raisons principales : (i) du fait du manque de légitimité démocratique du gouvernement de transition (l'Assemblée nationale a été dissoute en août 2023). La Commission économique et fiscale du Sénat considère que l'accélération de la réforme préconisée d'ici la fin janvier 2024 par le Conseil spécial de facilitation des investissements -le SIFC- (une entité politico-militaire » qui indique se porter garante des engagements du gouvernement pakistanais par rapport au FMI), manquait de légitimité démocratique. (ii) Par ailleurs, le Sénat considère que les changements dans l'organisation fiscale et douanière pakistanaise doivent entraîner un grand nombre de modifications qui nécessitent de nouvelles lois, des amendements à des lois existantes et des changements au niveau du règlement de la Banque centrale.

Selon le quotidien Express Tribune, le Président du FBR lui-même et la ministre des Finances n'ont pas été en mesure de résoudre leurs différends et la présentation du projet lors du dernier conseil des ministres par la ministre des Finances n'a pas été validée par le président du FBR.

Les Émirats arabes unis et le Pakistan signent deux accords-cadres dans le secteur des transports maritimes et ferroviaires qui pourraient générer jusqu'à 3 Mds USD d'investissements

En marge du Forum économique mondial à Davos, deux accords intergouvernementaux ont été signés entre M. Shahid Ashraf Tarar le ministre pakistanais de la Communication, des Chemins de fer et des Affaires maritimes et le président de la Corporation des ports, des douanes et des zones franches de Dubaï (PCFC) Sultan Ahmed bin Sulayem. L'accord était parrainé par M. Suhail Mohamed Al Mazrouei, le ministre émirien des transports et des infrastructures et doit bénéficier à la société émirienne Dubai Port (DP World).

Le premier accord (qui avait déjà fait l'objet d'annonces) concerne la modernisation du port de containers Qasim International (conurbation de Karachi) et le développement d'une zone économique et logistique.

Le deuxième accord vise la création d'un "corridor de fret dédié", la marchandise transiterait par le port de Qasim jusqu'à la gare de Pipri (50 Km au nord-est de Karachi). Cette nouvelle infrastructure aurait pour effet de décongestionner le port et le sud de Karachi en camions.

Aux termes de l'accord, il est prévu que DP World agisse au nom du gouvernement des Émirats arabes unis et de l'Émirat de Dubaï, tandis que Pakistan Railways et Port Qasim Authority agiront au nom du gouvernement pakistanais, pour le développement des projets.

L'Autorité de réglementation du pétrole et du gaz (OGRA) accorde une licence à une nouvelle société publique qui aura le droit de vendre du gaz issu de la regazéification du GNL

La Sui Southern Gas Company Limited (SSGC), l'une des deux sociétés détenues majoritairement par l'Etat et impliquées dans l'opération de gazoduc avec Sui Northern Gas company, a annoncé que l'OGRA avait accordé à sa filiale, SSGC Alternate Energy Limited (SSGC-AE), une licence lui permettant d'importer du GNL et de vendre du gaz naturel issu de la regazéification du GNL. SSGC-LPG, une autre filiale de SSCG, avait obtenu en mai 2023 puis en novembre 2023 une exemption semestrielle permettant d'importer 20 000 tonnes de GPL par mois.

Avant ces décisions de l'OGRA, les importations de GNL et de GPL destinées à la production d'électricité, à la distribution de gaz (gazoducs) ou à l'usage industriel (à l'exception de la société ENGRO, producteur d'engrais) étaient effectuées par la société monopolistique Pakistan State Oil.

On rappellera que le Parlement pakistanais travaille à une déréglementation du marché de l'énergie depuis plusieurs mois. De nombreux panels ont été organisés à l'Assemblée nationale et au Sénat pour réfléchir à la façon dont le dérèglement du marché du gaz et du pétrole pouvait être mise en œuvre.

Sri Lanka

Maintien des taux d'intérêt directeurs et inflation

Le Conseil de la politique monétaire de la Banque centrale, lors de sa réunion du 22 janvier 2024, a décidé de maintenir le taux de la facilité de dépôt permanente (SDFR) et celui de la facilité de prêt permanente (SLFR) à leurs niveaux actuels de 9,00 % et 10,00 % respectivement. Cette décision marque une pause dans la politique de baisse des taux initiée par la Banque centrale en juin 2023 pour relancer une économie en récession (le taux de la facilité de prêt étant passée de 16,5% à 10% entre mars et novembre 2023). Le Conseil d'administration a pris cette décision à la suite d'une évaluation complète des développements macroéconomiques nationaux et internationaux afin de maintenir l'inflation au niveau de la cible de 5 % à moyen terme.

Le Conseil de politique monétaire a souligné que les récentes augmentation de la fiscalité, notamment de la TVA qui est passée de 15 à 18%, les chocs d'offre, notamment sur les produits alimentaires dont la production est affectée par le niveau anormalement élevé de la pluviométrie, ainsi que la dissipation de l'effet de base favorable étaient susceptibles d'entraîner une accélération à court terme de l'inflation (cette dernière est déjà passé de 3,4% en g.a. en novembre à 4% en décembre). Toutefois, le Conseil a estimé que l'impact de ces développements ne modifierait pas sensiblement les perspectives d'inflation à moyen terme. En outre, le Conseil a estimé que compte tenu des mesures d'assouplissement de la politique monétaire antérieures et de la baisse de la prime de risque sur les titres d'Etat, les banques disposaient de suffisamment de marge de manœuvre pour abaisser leurs conditions de crédit. Le gouverneur de la Banque centrale a appelé les institutions financières à répercuter, de manière adéquate et rapidement, aux entreprises et aux particuliers, les importantes baisses de taux décidées au cours des derniers mois.

Vote du budget 2024

Le budget a été voté par le Parlement le 13 décembre, le lendemain de l'approbation par le FMI du décaissement de la 2^{ème} tranche de son programme. Le budget 2024 est fondé sur des hypothèses de croissance et d'inflation de 1,8% et 4% respectivement qui semblent réalistes. Le budget prévoit une forte augmentation des recettes qui passerait de 10,1% à 13,1% du PIB grâce à une forte hausse de la collecte fiscale (+44% en nominal), niveau qui reste encore très bas pour un pays à revenu intermédiaire. Cette hausse des recettes permettrait une forte hausse des dépenses (de 18,7% à 22,2% du PIB) tout en maintenant l'objectif de surplus primaire à 0,8% du PIB (hors dépenses de recapitalisation des banques) ce qui correspond à l'objectif du programme FMI, contre un déficit primaire de 0,7% du PIB en 2023. En incluant le coût de la recapitalisation des banques dont les modalités n'ont pas encore été précisées, le solde primaire présenterait en 2024 un déficit de 0,6%. Le déficit total resterait élevé à 9,1% (7,6% hors recapitalisation) contre 8,5% du PIB en 2023 du fait des intérêts de la dette. Si l'on ajoute au déficit budgétaire (qui devra être financé à hauteur de 74% par l'épargne domestique via l'émission de bons et d'obligations du Trésor et de 26% par les IFIs), le remboursement du principal de la dette dû en 2024, le besoin brut de financement s'élève à 7.350 Mds LKR (22,8 Mds USD soit 23% du PIB) dont une grande partie sera toutefois rééchelonnée dans le cadre de la restructuration. Ce montant est considérable et illustre la nécessité pour le Sri Lanka de parvenir rapidement à un accord avec ses créanciers publics et privés externes.

Le budget 2024 contient un paquet de mesures fiscales pour augmenter la collecte, en particulier la TVA, avec une hausse de 300 pbd de son taux, la suppression de la plupart des exemptions et la baisse du seuil d'éligibilité à 60 millions de LKR (170.000 euros) contre 80 millions de LKR en 2023. Le budget 2024 se caractérise également par une forte hausse des dépenses (+33% en nominal) qui concerne à la fois les dépenses courantes (+18%) et les dépenses d'investissement (+117%). Le premier poste du budget (38% des dépenses) est occupé par les intérêts de la dette qui représentent 8,4% du PIB.

Le budget 2024 contient une série de dépenses à caractère social qui augmentent de 78% parmi lesquelles on peut citer : (1) L'augmentation de la prime mensuelle au titre du coût de la vie versée aux salariés du secteur public à ses retraités (de 3.525 LKR à 6.025 LKR) et (2) l'augmentation du budget affecté aux transferts aux familles pauvres et vulnérables (programme Aswasuma soutenue par la Banque Mondiale) qui s'élève à 180 Mds LKR contre 87 Mds LKR en 2023 et qui couvrira désormais deux millions de foyers contre 1,8 million précédemment.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr